

## Grève ou crève ? Des Papous à bout



*L'aéroport de Timika (département de Mimika, Papoua), géré en bonne partie par la compagnie Freeport, est aussi une vitrine du géant minier, où la propagande est omniprésente : sur les murs et les panneaux du hall d'accueil, on ne voit que promotion de la riche culture des Papous, éloge du développement durable et même apologie des droits de l'homme. L'entreprise n'a en effet aucun scrupule : avec sa seule présence (ou plutôt occupation) sur le sol papou, elle entend montrer qu'elle amène avec elle le progrès, la modernité, bref « la » civilisation. On connaît la suite de ce type d'action... et d'entreprise. Mais ce discours dominant continue de saper – et de discréditer – les véritables aspirations et combats que mènent les Papous pour obtenir plus de droits et le respect des libertés fondamentales<sup>1</sup>.*

Voilà une grève dure, qui dure, et qui mine désespérément les Papous. Car il existe des grèves médiatiques et d'autres qui le sont beaucoup moins. Depuis septembre 2011, celles menées par les Papous qui travaillent pour la multinationale Freeport – l'une des mines les plus gigantesques de la planète, le site de Grasberg étant aussi le plus élevé du monde – n'intéressent guère les médias internationaux ou nationaux. Pourtant des Papous à bout de nerfs peuvent aussi venir à bout d'une grève occultée. La preuve sans doute que, dans la lutte comme dans la vie, il ne faut jamais rien lâcher. L'affaire n'est pas nouvelle loin s'en faut. Les mineurs concernés par cette crise font grise mine depuis belle lurette. A partir de l'annexion pure et simple de la Papouasie occidentale, en 1963, les exactions de toutes sortes ont été aussi nombreuses pour les populations locales que les profits engendrés l'ont été pour les dirigeants de la mine – en activité depuis 1967 – sans oublier pour leurs puissants souteneurs politiques et militaires. Car Freeport – une société pas comme les autres, sorte d'Etat dans l'Etat – est un modèle d'amitié capitaliste, à la fois durable et rentable, entre Américains et Indonésiens<sup>2</sup>. Dans cette relation très

intéressée les Papous – pourtant officiellement Indonésiens aussi... – n'ont qu'à bien se tenir, et cela dure déjà près de 50 ans ! Mais l'histoire n'est jamais figée.



Alors, *Freeport* : port de la liberté ? On en est loin. Et si les Papous sont lentement mais sûrement écrasés d'un côté par une assimilation forcée dans un Etat-nation qui n'est pas le leur et de l'autre par une répression féroce nettement plus durable qu'un dit développement éponyme d'importation. Pour les Papous poussés à bout, la patience a ses limites, les promesses non tenues un goût amer, l'acculturation sur fond de mal-développement ne faisant qu'alimenter un légitime mécontentement généralisé. C'est dans ce contexte d'exaspération qu'au milieu du mois de septembre 2011 éclate une douce insurrection : pacifiquement, 8000 grévistes se mettent en marche refusant de vivre à genoux. On estime effectivement que plus d'un tiers des 22000 (ou 24000 selon les sources) ouvriers de la mine ont rejoint la grève entre septembre et décembre 2011. Ces oubliés de la croissance indonésienne, si vantée sur la scène internationale par le président SBY (Susilo Bambang Yudhoyono), entendent ainsi récupérer leur juste part du gâteau. Environ 70% des mineurs auraient alors participé au mouvement de protestation. Dès le début de l'automne, ce conflit social avait déjà fait plusieurs morts et une dizaine de blessés, tout cela dans l'indifférence quasi générale. Il est vrai que l'année précédente, à la même période, une vidéo – échappée à la censure – avait clairement montré des soldats indonésiens se livrant à des tortures sur des Papous dans cette même région, sans que ces agissements n'alertent véritablement la communauté internationale. En Papouasie sous tutelle indonésienne, les affaires d'argent priment sur les droits humains. Susilo Bambang Yudhoyono, président

réélu « triomphalement » en juin 2009, avait promis de tourner définitivement la page de la dictature. Promesse électoraliste sans doute. Dans cette province « indonésienne », si éloignée de Jakarta, les autochtones attendent toujours...

La grève entamée en septembre 2011 est le résultat de trop d'efforts pour trop peu de fruits de la part des travailleurs en majorité papous. Nés sur cette terre qui est la leur, les Papous se sentent floués, manipulés, exploités, dépossédés. A eux revient la sueur, à d'autres les profits. Une situation qui à leurs yeux doit cesser. La première revendication est salariale : ces mineurs gagnent à ce moment 1,50 dollar américain de l'heure. Une misère compte tenu du travail harassant, réalisé dans des conditions difficiles. Rappelons que l'immense site minier se situe à plus de 3000 mètres d'altitude. Le syndicat réclame une multiplication par huit du salaire de base, l'affaire est donc loin d'être dans le sac. Les sous pour les locaux vont attendre tandis que la pression monte de toute part. Mais d'autres s'en mettent plein les poches depuis deux décennies au moins : en effet, depuis 1992, Freeport a versé 13 millions de dollars américains aux gouvernements successifs indonésiens qui n'ont jamais imaginé se délester de cette prodigieuse manne financière. Les quelques morts – considérés comme de simples dommages collatéraux pour une économie prédatrice – ne pèsent rien face aux apports payants de la mine...



*Des allées d'un petit aéroport qui ressemblent parfois à celles d'un musée d'art « premier », le tout mis en scène par les bons soins d'une multinationale minière pour laquelle le marketing se marie fort bien avec la culture locale.*

Alors pour protéger cette « mine d'or », dans tous les sens du terme, les autorités économique-politico-militaires dépensent sans compter pour assurer la sécurité du site : plus de 10 millions de dollars par an, comme nous l'indique, par exemple, l'excellent documentaire *Alkinemokiye* (2012) dont désormais nous disposons<sup>3</sup> pour mieux comprendre les racines et les faits de ce conflit du bout du

monde. A la moindre friction sur ce territoire « miné » par le complexe militaro-industriel, ce sont les séparatistes et autres rebelles papous qui sont systématiquement montrés du doigt. Pratiques boucs émissaires qui permettent aussitôt à Freeport de mettre en pratique l'ordre sécuritaire dont la voie avait été jadis si bien indiquée par le régime de Suharto. Rien ici n'a vraiment changé, mais cela ne peut durer de la sorte éternellement. Les Papous, grévistes et/ou engagés, le savent. Ils le font maintenant savoir, comprendre et entendre, d'abord aux leurs et ensuite au monde. Grévistes déterminés et syndiqués contre briseurs de grève à la solde du pouvoir, Papous en colère contre policiers en tenue, les batailles ont été rudes et dures au fil des mois qui ont suivi ce mois de septembre 2011. La direction de Freeport a débuté les concessions, trop timides (une augmentation de 25% seulement), le mouvement de contestation n'a fait que se renforcer. Arrêt de la mine, sabotages de pipelines, blocage des voies d'accès, etc., entravent la bonne marche des affaires. A tel point que le ministre indonésien de l'Energie s'est indigné de la terrible perte d'argent pour l'Etat dans cette affaire. Mais, comme on pouvait s'en douter, il n'a rien dit sur les meurtres de Papous et les motivations des grévistes... A Papua, d'autant plus pour le cas de Freeport, économie et politique sont intrinsèquement liés. Et, au début des événements, la mort de deux Papous grévistes lors d'affrontements violents avec la police a tout naturellement réveillé les élans indépendantistes. Ainsi, en octobre, lors de l'ouverture du Congrès du peuple papou à Jayapura, le pasteur Max Ebe a lancé un appel à la lutte pour l'indépendance, tandis qu'on ressortait fièrement le drapeau séparatiste papou.



*Plaque commémorative afin de bien rappeler les bonnes relations inaliénables entre l'Etat indonésien et les patrons de Freeport. La culture occupe joliment le décor, et on n'oublie pas de souligner qu'il faut toujours préserver les traditions et les coutumes locales. Freeport joue la carte paternaliste et s'y engage... aussi longtemps du moins que rien (et personne) ne vient entraver ses bonnes affaires sur place...*

Quand on a les moyens financiers et politiques, on possède également ceux pour faire pression. Freeport entend bien, dès octobre 2011, tout mettre en œuvre pour faire taire la contestation. Et bien sûr les revendications des mineurs. L'entreprise va ainsi tenter de soudoyer ses salariés en « offrant » dix millions de roupies (environ 800 euros) à tout employé non gréviste qui parviendrait à convaincre l'un de ses collègues ayant débrayé à reprendre le travail ! Pour arriver à leurs fins les dirigeants de la mine font également appel à la publicité et au chantage. Dans son édition du 27 octobre 2011, *Courrier International*, citant le quotidien indonésien *Kompas* (Jakarta), rapporte ces méthodes bien particulières : « La publicité, sous forme de BD, met en scène deux mineurs discutant dans leur langue indigène des modalités de cette offre dénommée sournoisement "*Rentrer au village*" : 50% seront versés après la signature d'une lettre par le gréviste attestant de sa reprise de travail, et 50% après la signature d'un nouveau contrat de travail. Le porte-parole du syndicat des mineurs dénonce la manœuvre qui, selon lui, ne peut que semer davantage de troubles au sein de la mine et dans l'ensemble de la Papouasie, qui connaît un regain de revendications indépendantistes ». Finalement, sur le site de Freeport, le travail a repris officiellement le 17 décembre suite à la signature d'un accord avec la société qui, de son côté, s'engage à augmenter les salaires de 40% sur deux ans et à leur payer leurs trois derniers mois de salaire. Des aides au logement et à l'éducation, ainsi que des plans d'épargne retraite, ont aussi été promis... A bout de forces, mais seulement du bout des lèvres, le syndicat des mineurs a donné son feu vert pour la reprise du travail, surtout parce que les mineurs étaient également à bout de ressources.



*La culture locale au service du business international : Freeport « communique » avec brio sur les cultures papoues de la région de Timika, « leur » zone d'implantation. Une instrumentalisation des Papous qui se fait aussi avec le concours d'anthropologues indonésiens ou étrangers de petite vertu et triés sur le volet...*

En novembre 2011, dans les colonnes du journal *Kompas*, IkrarNusa Bhakti rappelle qu'après l'accalmie politique orchestrée par AbdurrahmanWahid, incontestablement le président indonésien (1999-2001) le plus modéré dans la gestion de la question papoue (il est aussi celui qui a engagé un difficile dialogue sur l'autonomie de l'Irian Jaya à l'époque rebaptisée par lui Papua), l'arrivée au pouvoir de SBY dès 2004 a remis le feu aux poudres mais aussi remis à plus tard les timides réformes espérées. A Jayapura, encore plus qu'à Jakarta, on comprend mieux la filiation entre le président-général SBY et l'ancien régime dictatorial de son mentor Suharto qu'il avait, ne l'oublions pas, fidèlement servi. C'est dans ce contexte que les forces dites de l'ordre sèment le désordre en exaspérant des populations locales de plus en plus impatientes. Sur place, l'armée « nationale » du peuple reste avant tout perçue comme une armée « coloniale » dont l'objectif est plus de réprimer que de protéger les Papous. Devenus minoritaires sur leur propre territoire, ces derniers se considèrent souvent comme des prisonniers à l'air libre, comme des « sous-nationaux » assignés à résidence territoriale... IkrarNusa Bhakti ne craint pas d'écrire dans la presse nationale – ce qui est tout de même une avancée démocratique indéniable – que le gouvernement de SBY est allé jusqu'à promulguer une série de décrets niant les fondements mêmes de l'autonomie spéciale papoue officiellement consacrée par la Constitution, comme l'interdiction (par exemple lors de l'élection de l'Assemblée du peuple) de présenter des candidatures d'anciens militants politiques indépendantistes. Une situation conflictuelle qui empêche toute entente ou réconciliation.

C'est bien là que le bât blesse... et où le politique rattrape l'économique. En effet, à qui profite le développement de cette région ? Pour l'heure, le gouvernement indonésien préfère ostensiblement soutenir une puissante entreprise étrangère (Freeport) que des salariés papous *et* indonésiens qui luttent pour leurs droits. Et le journaliste IkrarNusa Bhakti de relever avec un vrai courage : « Quand les renégociations du contrat d'exploitation de Freeport vont-elles commencer afin que le gouvernement et le peuple indonésien en Papouasie obtiennent une juste part des revenus de cette exploitation minière ? Il est pour le moins intrigant que Freeport soit assise sur une montagne d'or, de cuivre, d'argent et d'autres minerais précieux mais ne soit soumise qu'à une taxe de 1%, au même titre que le gravier et le sable ! Tel est le destin d'un pays stupide dont le propre gouvernement fait davantage figure de "*comprador* étranger" que de défenseur des intérêts nationaux et de ses citoyens ». Une lueur d'espoir ? Il est prévu qu'en 2014, l'Indonésie interdira toutes les exportations de minerais bruts. Mais pour ce faire, le pays devra se doter d'importantes infrastructures de transformation et renégocier tous les contrats avec

les compagnies minières internationales dont évidemment la plus importante, Freeport...



*Freeport œuvre pour le développement local et durable... On peut toujours y croire.*

Au début du mois de décembre 2011, A PoncoAnggor évoque à son tour, toujours dans *Kompas*, cette « grève qui mine la Papouasie ». Il parle des milliers de travailleurs qui dépendent du géant minier. Une mine d'or au goût amer. Même si le travail chez Freeport est mieux payé que d'autres travaux chez d'autres employeurs sur place, une situation d'ailleurs propice à alimenter toutes les jalousies, les quelques 500 euros gagnés mensuellement par un employé ne viennent pas compenser les dures conditions de travail dans la mine. Il suffit de mentionner le manque d'oxygène dû à la haute altitude de la zone, à plus de 3000 mètres d'altitude, parfois 4200 mètres...

Souvent endettés, les salariés sont alors terriblement « liés » à leur employeur et accumulent les heures supplémentaires pour parvenir à rembourser leurs dettes. Certains bossent ainsi 14 heures par jour dans des conditions inhumaines. Il s'agit là d'un engrenage infernal bien connu qu'on peut observer aussi chez ces Papous devenus esclaves de leur propre labeur que chez les Balinais trop joueurs qui se sont endettés jusqu'à vendre tous leurs biens perdus lors d'épiques combats de coqs... Il demeure que depuis le 15 septembre 2011 et le début de la grève, la situation personnelle de nombreux salariés, surtout pour ces « dépendants », est devenue très difficile, voire dramatique. Untel est contraint d'oublier son projet de déménager dans une vraie maison, un autre reporte les soins médicaux pourtant urgents ou encore l'éducation de ses enfants, etc. Nul étonnement donc de voir des salariés se mettre en grève pour obtenir une augmentation de leurs salaires. Mais

nul étonnement non plus de voir d'autres salariés « briser » la grève et être à la solde des dirigeants de Freeport, ne serait-ce que pour « conserver » leur emploi et continuer à rembourser leurs dettes... Comme le souligne A PoncoAnggor, « toute la vie du département de Mimika et même au-delà, de toute la Papouasie, repose sur Freeport. Une dépendance rendue encore plus flagrante depuis la grève. Sur le marché central de Timika [la ville abritant les quartiers généraux de Freeport], les ventes accusent une chute impressionnante et nombre de commerçants sont à deux doigts de mettre la clé sous la porte. Autre exemple : la cessation de l'approvisionnement en kérosène de l'aéroport MozesKilangin, à Timika. Freeport, propriétaire de l'aéroport, en détient le monopole. La multinationale américaine refuse de livrer du carburant à d'autres compagnies aériennes tant que ses employés bloquent l'approvisionnement de ses propres avions. Les conséquences de ce blocus se propagent désormais au centre et au sud de la Papouasie pour la simple raison que Timika constitue le centre névralgique du transport aérien vers ces régions. Le pire, c'est que le gouvernement régional est pleinement conscient de l'étendue de cette dépendance vis-à-vis de l'entreprise américaine, mais qu'il ne bouge pas le petit doigt pour tenter d'offrir aux citoyens du Mimika et de Papouasie les moyens de leur autonomie. "Il faut espérer que les conséquences de cette grève servent de leçon aux autorités pour qu'elles lancent des programmes de développement afin de nous libérer de cette dépendance", explique l'administrateur adjoint du Mimika, Abdul Muis. La licence d'exploitation de Freeport expire en 2021. Si à cette date le contrat n'est pas prorogé et si Freeport lève le camp, on peut d'ores et déjà imaginer les jours sombres qui attendent la population du Mimika et même celle de toute la Papouasie ». Une dépendance certes très contraignante mais qui cependant ne devrait pas interdire aux Papous – qu'ils soient exploités, dépendants ou employés, ou les 3 à la fois ! – d'imaginer une Papouasie sans Freeport !

Enfin, à l'issue de plus de trois mois de conflit social opposant les salariés aux dirigeants, une hausse assez conséquente a été allouée, mettant ainsi fin (provisoirement ?) aux tensions et à la grève chez Freeport. Mais ce retour au calme n'est qu'apparent car les exactions et les abus restent dans toutes les têtes, papoues surtout. Et le 1<sup>er</sup> décembre 2011, date anniversaire pour les autonomistes, « jamais les Papous n'ont été aussi nombreux à brandir l'étoile du matin », vient nous rappeler à bon escient Philippe Pataud-Célérier dans les colonnes du *Monde diplomatique*. Ce drapeau (représentant une étoile blanche sur fond rouge frangée de bandes bleues et blanches) a effectivement flotté partout où les Papous se sont levés. Petit rappel historique : c'est le 1<sup>er</sup> décembre 1961 que, pour la première fois,

ce drapeau symbolisant désormais la cause papoue a été hissé à côté du drapeau néerlandais et qu'a été entonné officiellement l'hymne national papoue *Hai Tanahku Papua*.

Riche de ses gisements de cuivre et d'or, cette terre papoue attire, dès la fin des années 1950, cette multinationale américaine qui s'appelait encore Freeport Sulphur. Le journaliste du *Diplo* relève que « cette opportunité n'échappa pas aux dirigeants indonésiens. En particulier au général Suharto, contacté et corrompu par la société minière alors même que le père de l'indépendance indonésienne, le général Sukarno, encore au pouvoir, était en train de bouter hors de l'archipel tous les intérêts étrangers, y compris ceux du géant minier. Pour Sukarno, libérer la Papouasie, appelée alors Irian occidental, participait à la cohésion de sa politique nationaliste ». Il est regrettable que l'initiateur de la fameuse conférence de Bandung en 1955 n'ait pas jugé utile de décoloniser autant la Papouasie que « son » Indonésie... Pour les Papous un colon en remplacera simplement un autre. Aujourd'hui la donne n'a guère changée en dépit des soubresauts de la guerre froide, puis des crises à répétition d'une dictature agonisante et d'un capitalisme mal en point. Et pour revenir au 1<sup>er</sup> décembre 2011, on ne compte plus les Papous arrêtés et maltraités ce jour-là, mais aussi les jours suivants, jusqu'aux mois suivants et en cours.

Concernant ce territoire très prisé aux libertés bafouées, Pataud-Célérier évoque à juste titre un « terrain de jeu pour psychopathes ». Il y a en effet de cela. Un observateur cité par le journaliste déclare : « La Papouasie est un véritable sanctuaire pour les pulsions les plus sordides ; un terrain de jeu pour psychopathes. Les militaires peuvent torturer, violer, assassiner en toute liberté, sans craindre la moindre sanction. Les trois soldats reconnus sur une vidéo qui avait fait le tour du monde en octobre 2010 – on les voit torturer des Papous – ont été condamnés en janvier 2011 à des peines de huit à dix mois de prison ferme au motif qu'ils avaient désobéi aux ordres ». Et le journaliste de compléter : « Alors, quand il n'y a pas de preuve, comme ce 13 décembre 2011, où, dans la province de Paniai, région située dans les Hauts-Plateaux du centre-ouest de la Papouasie, vingt-sept villages étaient rasés, incendiés, mitraillés par hélicoptères, on imagine bien l'impunité des coupables. Plus de vingt mille personnes étaient expropriées de 130 villages, livrées à la famine, au froid, aux maladies. On dénombrait une vingtaine de victimes ; la figure écrasée, pour certaines d'entre elles, à coups de talons cloutés et de crosse de fusil ». On notera au passage que le fameux « Détachement 88 » (troupes d'élites indonésiennes antiterroristes formées par des Américains et des Australiens),

célèbre lors du « règlement » des attentats de Bali en 2002, a participé à la féroce et mortelle répression contre les indépendantistes papous sur les hauteurs de Paniai. On le lit et on le voit, rien n'a vraiment changé depuis le temps honni de l'Ordre nouveau. Le climat social délétère et la grève à Freeport n'ont fait qu'aggraver des tensions latentes qui ne cherchaient qu'à s'étendre. Le 19 octobre 2011, lors d'un rassemblement à Abepura, près de Jayapura, le 3<sup>e</sup> Congrès du peuple de Papouasie fut violemment interrompu par un bain de sang : « Six morts, trois cents personnes arrêtées, 51 sauvagement torturées, parmi lesquelles les six dirigeants papous toujours emprisonnés, comme Forkorus Yaboisembut, proclamé lors du congrès président de la République fédérale de Papouasie occidentale », précise P. Pataud-Célérier. Selon ce journaliste-investigateur, Freeport aurait non seulement engagé des militaires américains qui sévissent en civil mais également entretenu « des liens étroits avec des personnages comme Clay Shaw, agent de la CIA, manipulateur de Lee Oswald, bouc émissaire dans l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy »...

En mars 2012, la grève de Freeport est passée mais ses conséquences demeurent vives. La multinationale américaine s'est donc engagée à augmenter le salaire de base des mineurs (1,50 dollar de l'heure) de 40% sur deux ans. Des interrogations et autres mystères subsistent, comme le cas – rapporté par Pataud-Célérier – de l'énigmatique syndicaliste Sudiro, d'origine javanaise, qui a étrangement pu « fédérer 80% des 10 000 ouvriers – des Papous principalement – que compte la force de production minière en ayant des amis aussi haut placés que Pramono Edhie Wibowo... N'est-il pas le beau-frère de l'actuel président de la République indonésienne et commandant de l'armée spéciale, la sinistre Kopassus (Komando Pasukan Khusus) fondée par son feu père ? ». On peut légitimement s'interroger sur ces drôles d'accointances ! On assiste également, avec des Papous comme sujets passifs et la Papouasie comme décor d'opérette, à une bataille acharnée – sans doute qu'à ses débuts ? – entre nationalisme indonésien et capitalisme étranger ? Entre le gouvernement et les militaires d'un côté et Freeport et les investisseurs étrangers d'autres part ? Il reste que ce sont les Papous qui sont les premières et principales victimes de cette lutte qui les dépasse. Ils sont surtout instrumentalisés. Et puis il y a le contrat qui lie l'Etat indonésien et la société Freeport : ce contrat « renouvelé sous le président Suharto en 1991 pour une durée de trente ans (2021), et extensible jusqu'en 2041 – à la demande exclusive de Freeport –, ne tient pas non plus compte des gisements aurifères découverts depuis et dont les potentialités sont énormes. Dès lors, peut-on donner crédit à ces menaces de mort qu'auraient reçues un certain nombre de non-grévistes ? Peut-on

voir derrière ce front médiatique anti-américain (alimenté peut-être par ces rumeurs de militaires américains patrouillant dans Freeport ? La chose a été infirmée puis confirmée à maintes reprises par différentes sources d'informations) la main du pouvoir agitant le spectre de la nationalisation ? », s'interroge Philippe Pataud-Célérier. Mais, si peut-être la grève a été utile pour le gouvernement pour faire pression sur Freeport, ce sont d'abord les autochtones qui ont été dupés dans ce jeu pervers qui n'a que trop duré. Une augmentation contre un pays dévasté, pas sûr qu'ils aient gagné au change C'est ce que précise à sa manière M. Victor Yeimo, le porte-parole du Komite Nasional Papua Barat (KNPB, à l'origine du 3<sup>e</sup> Congrès papou du 19 octobre 2011), l'un des deux grands mouvements politiques papous luttant pour l'indépendance (l'autre mouvement étant West Papua National Authority ou WPNA), ici interrogé par Pataud-Célérier : « La Papouasie est prise entre l'enclume et le marteau : d'un côté le capitalisme prédateur des multinationales comme Freeport, qui exploitent sans vergogne notre pays ; de l'autre, un colonialisme indonésien tout aussi cupide et destructeur »...

Devant cette situation de crise, un nouveau contexte géopolitique et une redistribution des cartes économiques semblent être à l'œuvre. L'article du 1<sup>er</sup> mars 2012 de P. Pataud-Célérier se termine ainsi par la mention de nouveaux projets, tous plus inquiétants les uns que les autres. Le plus notable et récent s'intitule « Merauke Integrated Food and Energy Estate » (MIFEE) et concerne la province méridionale de Merauke : « Près d'une quarantaine d'investisseurs privés (indonésiens, japonais, singapouriens coréens ou moyen-orientaux) ont déjà obtenu des concessions pour défricher 1,28 million d'hectares. Le projet, qui a pour slogan 'Nourrissons l'Indonésie, nourrissons le monde', cache en fait une déforestation à grande échelle destinée à produire des cultures d'exportation comme le bois, l'huile de palme, le maïs, les pousses de soja, la canne à sucre ». Inquiétant en effet. Autre conséquence, le palmier sagoutier, principal aliment des locaux, risque de disparaître de la zone... ne laissant aux Papous guère d'autres choix que d'acheter des produits d'ailleurs. Mais des migrants pourront proposer aux Papous de goûter d'autres saveurs : « Entre 500 000 et 4,8 millions de migrants seraient attendus pour ce projet (...) alors même que le *kabupaten* (département) de Merauke ne compte pas plus de 80 000 Papous sur une population totale de 250 000 personnes environ ». Avec un mal-développement aussi criant, les Papous sont marginalisés et toujours plus minoritaires sur leurs propres terres. Une évolution bien difficile à enrayer mais qui fait le jeu du pouvoir indonésien qui souhaite « réduire à néant l'opposition papoue avant de lui offrir ce processus démocratique hier tant désiré, ce droit à l'autodétermination par référendum qui entérinera définitivement la

mainmise de l'Indonésie ». Une solution pour sortir de cette impasse serait de faire voter le moment venu non pas les « populations de Papua » mais les « Papous de Papua », mais cela revient aussi à ouvrir une boîte de Pandore d'ordre ethnique propice à toutes les dérives... La situation à Papua est déjà tragique depuis trop longtemps, n'en rajoutons pas, ils ne survivraient sans doute pas...

*Franck Michel*

**HAK-HAK ASASI MANUSIA**  
*HUMAN RIGHTS*

**HAM dimulai dengan membangun lingkungan kerja yang menyenangkan, saling menghormati, menghindari penghinaan dan menghargai semua orang.**  
*Human Rights starts with developing a pleasant work environment, mutual respect, avoiding humiliation, and respecting all human beings.*

**Jangan menggunakan intimidasi atau kekerasan fisik! Setiap orang memiliki Hak Hidup, Hak Rasa Aman dan Hak Dilindungi.**  
*Don't resort to intimidation or physical violence! Everyone has the right to life, Security, and Protection.*

**Pelecehan, penghinaan, dan diskriminasi gender adalah pelanggaran HAM. Laporkan Segera kepada Petugas Penegak HAM!**  
*Harassment, humiliation, and gender discrimination are Human Rights violations. Report them immediately to the Human Rights Officer!*

**Tegur setiap orang sebagai teman, gunakan kata-kata terbaik, dan tanggapilah setiap pertanyaan dengan penuh hormat. Terapkan prinsip-prinsip HAM kita!**  
*Greet everyone as a friend, use your best words, and respond to every question respectfully. Apply our Human Rights principles!*

**TIPS MENJAGA HAK-HAK ASASI MANUSIA**  
*TIPS FOR DEVELOPING HUMAN RIGHTS*

**Terima orang lain sebagaimana Anda ingin diterima.**  
*Accept other people as you wish to be accepted.*

**Mendengar baik-baik sebelum memberi tanggapan.**  
*Listen carefully before responding.*

**Berusaha memahami maksud sebenarnya.**  
*Try to understand the real meaning.*

**Tunjukkan niat tulus untuk menolong sesama.**  
*Show your good intentions to help others.*

**Tempatkan diri Anda sebagai teman dalam suka dan duka. Jangan melukai orang lain melalui kata maupun sikap.**  
*Be a friend through joy and sorrow. Don't hurt others through your attitude or words!*

**PT FREEPORT INDONESIA**  
*Affiliate of Freeport-McMoRan Copper & Gold*

*Les droits humains expliqués aux Papous, sous la tutelle de la société Freeport et sous la protection de l'armée indonésienne... Des mots aux actes, ce n'est plus un fossé mais un gouffre...*

## Notes

1. Toutes les photos placées dans cet article ont été prises à l'aéroport de Timika (Papua) au courant du mois de juin 2009.
2. Plus grande mine de cuivre et d'or au monde, l'entreprise Freeport Indonesia est une filiale à 91% du géant minier américain Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc, dont le siège social est domicilié à Phoenix (Arizona, Etats-Unis). Notons que le gouvernement indonésien est, quant à lui, propriétaire des 9% restants de la filiale indonésienne de Freeport. La mine de Grasberg gérée par la compagnie se situe près du mont PuncakJaya qui, avec ses presque 5000 mètres, est le plus haut sommet d'Indonésie. Un territoire sacré et abritant de nombreuses ethnies papoues. Philippe pataud Célérier note justement que

cette mine d'or est également une folie technologique extrêmement dévastatrice : « un écocide qui saccage plus de 6% de la Papouasie, presque l'équivalent du territoire de la Belgique. A raison de quelques grammes de précieux minerai extraits (0,98 gramme d'or par tonne par exemple), la mine rejette chaque jour plus de 700 000 tonnes de déchets aux dépens des autochtones, spoliés de leurs terres quand ils n'ont pas été empoisonnés par les eaux de leurs fleuves ». Freeport ne prend pas seulement de la place sur le plan géopolitique. La plus grande mine d'or du monde à ciel ouvert s'étend sur environ 10 000 hectares. En 1991, son contrat a été reconduit jusqu'en 2021, avec en prime une nouvelle mine dont l'exploitation n'a pas encore débuté pour l'instant.

3. Avec *Alkinemokiye*, DandhyDwiLaksono a réalisé un important et utile documentaire sur le plus grande et plus longue grève de mineurs sur le site de Freeport Indonesia depuis sa réelle mise en route en 1967. Riche de nombreux interviews, ce film d'une heure revient avec justesse sur les perspectives sociales et historiques ayant conduit au conflit actuel. Le réalisateur-auteur, Dandhy a mis un mois pour le monter et l'a ensuite directement mis sur YouTube afin que le maximum de personnes puisse en avoir l'accès. Le titre, *Alkinemokiye*, signifie « travailler dur pour une vie meilleure » dans une langue papoue de la région où se trouve la mine. Au moins 11 employés de Freeport ont été assassinés (par balle) entre septembre et décembre 2011, mais les responsables de Freeport n'ont pas souhaité commenter le film, se contentant de rappeler que la compagnie a géré l'ensemble de la situation conformément aux principes humanitaires et dans le respect de tous. Bref, un peur dans une langue de bois devenue habituelle, mais souvent efficace pour le « grand public », comme l'illustrent les photos prises dans l'aéroport de Timika du présent article...

### Références citées. Articles et documentaire, pour aller plus loin :

A PoncoAnggor, « La grève qui mine la Papouasie », Jakarta, *Kompas*, repris dans *Courrier International*, 8 décembre 2011.

IkaKrisnantari, « Documentary gives stage to miners' struggle in Papua », Jakarta, *The Jakarta Post*, 28 février 2012.

IkrarNusa Bhakti, « Vive la Papouasie libre ! », Jakarta, *Kompas*, repris dans *Courrier International*, 15 novembre 2011.

Pataud Célérier P., « En Papouasie, la grève oubliée des mineurs », Paris, *Le Monde diplomatique*, 19 octobre 2011.

Pataud Célérier P., « Grèves, répression et manipulations en Papouasie occidentale », Paris, *Le Monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> mars 2012.

Voir absolument le film documentaire de DandhyDwiLaksono, intitulé *Alkinemokiye*, qui retrace fort bien la lutte des grévistes en 2011 tout en revenant

sur l'histoire de Freeport en Papouasie occidentale :

<http://www.youtube.com/watch?v=x3OWOu88BhY>